À l'approche du troisième et dernier référendum sur l'autodétermination de la Kanaky Nouvelle-Calédonie organisé dans le cadre de l'accord de Nouméa et prévu le 12 décembre prochain, nous relayons cette lettre ouverte signée par l'ensemble des mouvements indépendantistes kanak. Nous exprimons, en outre, notre pleine solidarité avec la lutte kanak pour l'indépendance, et dénonçons, par là même, les manœuvres coloniales de l'État français visant à étouffer les aspirations politiques légitimes des Kanak.

À nos lecteurs·rices francilien·nes, un meeting de solidarité avec le peuple kanak se tiendra le jeudi 9 décembre 2021, à 18h00, à la Bourse du travail de Paris (3 rue du Château, Paris 10ème).

***

Nouméa, le 23 novembre 2021

Chères Françaises, chers Français,

Vendredi 12 novembre 2021, le Haut-Commissaire de la République a annoncé la décision du gouvernement français de maintenir la date du 12 décembre 2021 pour la troisième et ultime consultation référendaire de l'accord de Nouméa sur l'avenir de la Nouvelle-Calédonie.

Cette décision a été prise par le gouvernement en toute conscience des implications et des conséquences délétères qu'une telle décision ne manquera pas d'avoir.

Cette décision a été prise par le gouvernement alors même que les représentants politiques et coutumiers du peuple kanak avaient explicitement demandé son report pour cause de deuil.

Dire que nous sommes surpris serait mentir. Nous nous y attendions. Mais comme toujours nous espérions. Nous espérions que le gouvernement français malgré 168 ans de colonisation saurait pour une fois faire preuve d'humanité, de compassion, d'intelligence, de respect, de bon sens. Nous espérions que le gouvernement français agirait dans l'esprit de consensus de l'Accord de Nouméa, dans l'esprit de son préambule. Nous espérions… et nous avions tort.

Des questions viennent à l'esprit, auxquelles il va nous falloir absolument répondre dans les prochaines semaines, mais sans nous tromper cette fois, sans nous faire d'illusions sur l'humanité de l'État français et de son gouvernement. Des questions à nous-mêmes, au gouvernement français, au peuple de France et à ses élus. Des questions aussi à tous ceux qui vivent dans ce pays, disent l'aimer et vouloir le construire.

Le gouvernement français se berce d'illusions

Jusqu'à quand le gouvernement français entend-il abuser de la patience du peuple kanak, peuple premier de ce pays, peuple victime de la colonisation française depuis plus d'un siècle et demi ?

Jusqu'à quand la France pense-t-elle pouvoir bâtir un avenir institutionnel durable pour la Nouvelle-Calédonie en s'asseyant sciemment sur la culture du peuple kanak ? En feignant

ostensiblement d'ignorer la place qui y occupent les cérémonies du deuil et le respect qu'on y doit aux morts ? En piétinant les sentiments, la sensibilité, la dignité humaine de tout un peuple ?

Le gouvernement français pense-t-il sérieusement que le scrutin qu'il entend maintenir le 12 décembre mettra fin à la revendication du peuple kanak, lui ôtera toute légitimité et lui permettra de poursuivre – un siècle encore, un siècle de plus, un siècle de trop – son travail d'assujettissement et de domination ?

Jusqu'à quand le gouvernement français continuera-t-il à se bercer et à bercer ses ressortissants d'illusions ? A faire croire qu'une consultation référendaire d'où le peuple kanak sera absent pourra ramener dans le pays toute la sérénité nécessaire à la reprise et au développement d'une économie durement éprouvée par la crise sanitaire ? A laisser penser qu'une consultation référendaire sans la participation du peuple colonisé aura valeur de solution et réglera, une fois pour toutes, la question de l'indépendance du pays ?

En maintenant la tenue de la consultation référendaire le 12 décembre prochain, le gouvernement français pense-t-il réellement convaincre l'Australie et la Nouvelle-Zélande qu'il est toujours un acteur fiable de la stabilité régionale et un maillon incontournable de l'axe Indo-Pacifique ? Et jusqu'à quand le gouvernement français pense-t-il pouvoir persuader les petits Pays du Pacifique qu'il est un allié crédible et respectueux de leur identité et de leur souveraineté ? Et ce gouvernement français pense-t-il vraiment abuser les Nations Unies sur la réalité de la situation politique en Nouvelle-Calédonie ? Ou encore convaincre les Nations Unies qu'il a pleinement rempli ses obligations internationales en matière de décolonisation ?

Qui peut croire possible de construire un avenir de concorde, de paix et de prospérité dans ce pays en n'entendant rien de ce que dit le peuple qui en est la racine depuis au moins 3000 ans ? Qui peut seulement croire possible de construire un avenir, quel qu'il soit, dans ce pays en oubliant l'esprit qui a présidé depuis plus de 30 années maintenant au dialogue des communautés qui y vivent ? Qui peut préférer le chant des sirènes gouvernementales françaises plutôt que de continuer à bâtir l'avenir du pays avec les Kanak ?

Ce gouvernement français croit-il sincèrement pouvoir ranimer les ombres de la colonisation et les faire passer pour des lumières ?

On ne peut pas faire sans les Kanak

La prochaine consultation référendaire n'a aucune chance de clore la séquence politique ouverte par l'Accord de Nouméa. Cette séquence est bien plus ancienne. Plus ancienne que la signature de l'Accord de Nouméa le 5 mai 1998. Plus ancienne même que la double signature à Paris des Accords de Matignon-Oudinot en 1988. Cette séquence s'est ouverte en juillet 1983 avec la table ronde de Nainville-les-Roches présidée par M. Georges Lemoine. C'est en effet, au cours de cette réunion qu'ont été posés les deux grands principes fondateurs du contrat moral et politique sur lesquels, nous tous qui résidons en Kanaky-Nouvelle-Calédonie, vivons encore aujourd'hui.

Ces deux grands principes doivent être constamment rappelés.

Le premier est la reconnaissance par l'Etat français d'un « droit inné et actif à

l'indépendance » pour le peuple kanak, le peuple colonisé de ce pays. C'était la première fois que l'État français nous reconnaissait ce droit, alors même qu'il nous était reconnu officiellement depuis plus longtemps au plan international, depuis la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux des Nations Unies en 1960. Vingt-trois ans après cette déclaration onusienne signée à l'époque – rappelons-le – par l'Etat français, celui-ci daignait enfin nous reconnaître ce « droit inné et actif à l'indépendance » et ce n'était pas rien.

Le second grand principe était l'acceptation par le peuple kanak d'associer au futur processus de décolonisation et d'émancipation les membres des différentes communautés venues s'implanter dans le pays avec la colonisation. L'expression employée à l'époque étaient les « victimes de l'histoire ». Une expression pour dire que tous ceux qui s'étaient installés dans le pays depuis la prise de possession de 1853 n'étaient pas forcément arrivés de leur plein gré, avec l'intention de nuire au peuple kanak, que beaucoup parmi eux avaient connu la misère et la souffrance.

Ces deux grands principes issus de Nainville-les-Roches sont liés. L'acceptation d'associer les autres communautés calédoniennes au devenir du pays n'était possible, n'était pensable et ne fut acceptée par les Kanak que parce que leur était au préalable reconnu leur « droit inné et actif à l'indépendance ». C'est à partir de ce lien qu'il faut lire ensuite toute l'évolution institutionnelle de notre pays jusqu'à l'Accord de Nouméa ainsi que l'engagement qui a été le nôtre jusqu'à aujourd'hui en faveur de cette évolution.

Nous ne sommes ni naïfs, ni amnésiques

Nous ne sommes ni naïfs, ni amnésiques. Nous savons qu'en France les vieux démons ont la vie dure et que nos vieux ont dû se battre pour que cette évolution devienne possible.

– Se battre en 1984 pour que les principes de Nainville-les-Roches trouvent en 1985 leur première formalisation institutionnelle concrète avec les Régions Fabius-Pisani. Se battre pour obtenir en 1986 la réinscription à l'ONU de la Nouvelle Calédonie sur la liste des pays à décoloniser. – Se battre pour refuser de participer au référendum Pons de 1987, qui avait pour seul et unique objectif de noyer la revendication kanak dans un vote aussi massif qu'insignifiant de tous ceux qui, parce qu'ils étaient venus avec la colonisation, avaient l'arrogante prétention de se croire le peuple de notre pays tout en incarnant la légitimité de la France. On sait quel en fût le résultat. Plus de 97,8 % pour le maintien de la Nouvelle Calédonie dans la France, et une abstention du peuple kanak qui lui ôta toute crédibilité, tant au plan national qu'international. Le gouvernement français entend-il sérieusement renouveler l'opération, avec le secret espoir cette fois, de ne pas avoir à en payer les frais ? – Se battre encore en 1988 pour que Michel Rocard mette fin au travail de destruction sociale et politique mené par Bernard Pons et Jacques Chirac, et qu'au travers des Accords de Matignon-Oudinot puisse reprendre le processus tragiquement interrompu de décolonisation, d'émancipation et de construction de notre pays. – Se battre toujours en 1996 et jusqu'en 1998 pour que l'Etat accepte de signer le « protocole de Bercy » entérinant l'échange des massifs miniers entre la SLN et la SMSP. Protocole donnant aux Kanak les moyens de prendre leur part dans le développement de l'économie minière du pays. Protocole permettant de reprendre les négociations politiques qui ont mené à l'Accord de Nouméa.

Nous ne sommes ni naïfs, ni amnésiques et, depuis à plusieurs années déjà nous avons

compris que les vieux démons coloniaux ne sont pas morts et continuent de hanter la conscience des dirigeants français actuels comme ils le faisaient hier chez leurs prédécesseurs. Si nous avions seulement eu un doute, la pitoyable conclusion de la récente crise industrielle et minière de Goro aurait suffi à nous l'enlever. Tout comme le fameux document sur les conséquences du « Oui » et du « Non » qui dissimulait très mal ses arrière-pensées. C'est une vieille ritournelle qu'on entendait nous chanter. Alors que la France a pour obligation au plan international de discuter avec les Kanak et les autres citoyens de ce pays de toutes les options imaginables permettant de faire progresser la décolonisation, alors qu'une majorité de la population calédonienne, y compris kanak, souhaitent pouvoir conserver des relations privilégiées avec la France, alors qu'approchait enfin le moment de concrétiser la promesse d'émancipation explicitement contenues dans l'Accord de Nouméa, voilà que le gouvernement établissait un document uniquement à charge sur les conséquences du vote du Oui ou du Non. Ce document laissait le seul choix entre une indépendance solitaire ou un statut renouvelé dans la France sans explorer les interdépendances. Ce document n'avait d'autre but que de dissuader de faire le choix de l'indépendance et d'instaurer une possible relance de la colonisation de la Nouvelle-Calédonie. Oui, une vieille ritournelle. L'indépendance avec la misère et l'incertitude politique. Ou la France avec la prospérité et un renoncement à voir réparer enfin l'injustice dont les Kanak ont été victimes en 1853. Pas de salut hors de la France. Pas de troisième voie.

Nous ne sommes ni naïfs, ni amnésiques. Le Président Macron maudissait à Tahiti ceux qui ont l'impardonnable tort d'être petits, comme si les grands ne devaient rien aux petits, surtout après les avoir si longtemps colonisés. Le Président Macron critiquait le Vanuatu pour ses relations avec la Chine, mais oubliait que la France avait peut-être un rôle à jouer pour les éviter, et ce d'autant plus qu'elle prétend aujourd'hui œuvrer à la création d'un axe de défense Indopacifique. Le Président français ne semble pas être capable de penser que, si la France l'avait voulu, elle aurait pu être aujourd'hui au Vanuatu à la place de la Chine, avec une véritable ambassade et de solides accords de partenariat.

Personne ne peut nier au peuple kanak son droit à l'indépendance

Le Président Macron qui affirmait en Algérie que la colonisation est un crime contre l'Humanité, déclarait à Nouméa que la France serait moins belle sans la Nouvelle-Calédonie. Avec nous ou contre nous, jamais égaux, jamais partenaires. La dépendance, pas les interdépendances. L'État français et ses vieux démons coloniaux !

Un président et un gouvernement qui n'entendent rien, ne veulent rien entendre des conseils pourtant avisés que lui donnent certains de ceux qui avant lui ont eu en charge d'accompagner l'évolution de notre pays. Mépris pour Michel Levallois, pour Christian Blanc, pour Jean-François Merle, malgré tout ce qu'ils ont pu et su faire pour qu'hier ce pays ne sombre pas dans l'affrontement et la déraison.

Peu importe ce que pensent ou ressentent les Kanak face à l'ampleur de la pandémie et au deuil qui les frappent durement, ces ignorants s'érigent en seuls décideurs de la date de la troisième consultation référendaire. Peu importe la parole donnée et la décolonisation promise en 1983, en 1988 et 1998, peu importe les véritables conséquences humaines du « Oui » et du « Non ».

Encouragés par l'État français, ils sont encore nombreux ceux qui s'apprêtent à s'autoriser de la légitimité que leur reconnaissent les Kanak pour nier l'exercice du droit kanak à l'indépendance. Mais combien de temps ceux-là pourront-ils faire accepter aux yeux du reste du monde qu'en Nouvelle-Calédonie la démocratie conférerait aux « victimes de l'histoire » le droit exceptionnel et dérogatoire de priver le peuple premier occupant, le peuple colonisé de son droit le plus élémentaire à recouvrer sa liberté et sa souveraineté ?

À ceux-là, nous disons clairement cette fois, faites attention à ce qu'en niant une fois encore, une fois de plus, une fois de trop le droit du peuple kanak à l'indépendance, vous ne preniez pas le risque que ce peuple se lasse de discuter et de négocier avec vous.

Au Président Macron et à son gouvernement, nous ne souhaitons pas rompre les relations avec la France, nous souhaitons seulement les changer. Mais s'il nous faut absolument choisir entre la liberté et ces relations, nous choisirons la liberté.

Peuple de France, nous souhaitons par la présente lettre ouverte vous interpeller sur la situation en Kanaky-Nouvelle-Calédonie afin que le plus grand nombre d'entre vous puisse être informé de la situation dans laquelle le peuple Kanak est enfermé. Le gouvernement Macron manifeste une volonté déterminée de ne plus assumer la décolonisation de notre pays en maintenant une consultation référendaire partiale qui sera politiquement et historiquement contestée par le peuple Kanak. La France n'a réussi aucune décolonisation. Elle pourrait sans y prendre garde clore une séquence originale ouverte en juillet 1983 avec la table de Nainville-les-Roches par laquelle les Kanak et les autres se sont engagés ensemble dans la construction du peuple calédonien uni par sa citoyenneté dans un destin commun.

Signataires

Front de Libération National Kanak et Socialiste (FLNKS)

Le Comité Stratégique indépendantiste de non-participation (CSINP)

Le groupe UC-FLNKS et Nationalistes

Le groupe Union Nationale pour l'indépendance (UNI)

Le Parti travailliste (PT)

La Dynamique Unitaire Sud (DUS)

La Dynamique Autochtone (DA)

Les Nationalistes

Sénat coutumier

Union Syndicale des Travailleurs Kanak Exploités (USTKE)

*

Illustration : Taqi Spateen, peintre palestinien.